

news tank
éducation & recherche

L'abonnement à News Tank Éducation & Recherche est payant, merci de respecter la propriété intellectuelle et de ne pas transférer cet article sans autorisation préalable de News Tank Éducation & Recherche.

Sciences Po Grenoble : « retour aux fondamentaux » et « restaurer la confiance » (Simon Persico)

news tank
éducation & recherche

Grenoble - Interview n°393268 - Publié le 01/04/2025 à 11:14 - Mis à jour le 02/04/2025 à 17:05

Imprimé par ARNAUD COEFFIER - abonné #17450 - le 04/04/2025 à 10:24



Simon Persico - © D.R.

« Un retour aux fondamentaux avec une meilleure coordination de l'enseignement et de la recherche au service de la société » : tel est l'un des principaux axes de [Simon Persico](#), directeur de Sciences Po Grenoble-UGA depuis février 2025, indique-t-il à News Tank le 28/03/2025.

Un retour aux fondamentaux qui va notamment se traduire par :

- « une réflexion importante sur la réforme pédagogique » pour une mise en oeuvre en 2026 pour le premier cycle et 2027 pour le second cycle ;
- le développement de la formation continue et d'enseignement à distance ;
- et la coordination d'un programme de formation des élus, en partenariat avec [l'UGA \(Université Grenoble Alpes\)](#).

Simon Persico compte aussi « restaurer la confiance en démocratisant nos manières de décider en interne ». L'enjeu : « sortir d'un schéma pyramidal, très hiérarchique », après que l'établissement eut « vécu des tensions, notamment internes, pénibles et fondées sur des procès parfois injustes ».

Première décision en ce sens : la création d'un directoire de [l'IEP \(Institut d'études politiques\)](#) regroupant les directions administratives et politiques, auquel peuvent être conviés des représentants d'étudiants. Il envisage aussi de « mettre en place des consultations référendaires sur certains sujets ».

Il souhaite encore « accroître et améliorer la visibilité de Sciences Po Grenoble à l'échelle locale, nationale et internationale. Cet objectif est né des caricatures dont nous avons été victimes dans l'espace public ».

Dernier axe de son projet : « la transition écologique sur laquelle je veux que l'on soit exemplaires. À ce propos, à la rentrée 2025, nous allons organiser un "Ma Terrathon", un concept de jeu sérieux développé dans les labos de sciences physiques et naturelles à Grenoble et ailleurs, notamment autour de Labo 1.5 ».

« Notre trésorerie est saine »

Quels sont les grands axes de votre projet pour Sciences Po Grenoble ?

La première ligne directrice de mon projet, qui est issu d'une réflexion collective avec de nombreux collègues sur la façon d'ajuster l'établissement au monde actuel, est un retour aux fondamentaux avec une meilleure coordination de l'enseignement et de la recherche au service de la société.

En effet, Sciences Po Grenoble - UGA est avant tout un établissement d'enseignement supérieur et de recherche, une grande école publique dont la particularité est d'héberger des laboratoires très dynamiques, le Cesice, le Cerdap² et Pacte, l'un des principaux laboratoires en sciences sociales de France. Nous pouvons accroître la synergie entre recherche et enseignement au service de la société.

Mais concrètement, comment cela va se traduire ?

Cela passe par exemple par une réflexion importante sur la réforme pédagogique :

- en premier cycle, pour lequel la réflexion démarre dès cette année pour une mise en place en 2026 ;
- en second cycle, pour lequel le processus va démarrer l'année prochaine pour mise en place en 2027.

Une réflexion est également engagée pour pérenniser ce qui existe en matière de formation continue et d'enseignement à distance et le développer : c'est important pour permettre à Sciences Po Grenoble - UGA d'être encore plus ouvert à la société.

Cela permet à des personnes qui n'ont pas accédé à notre IEP en formation initiale d'y rentrer après une carrière professionnelle ; et toujours avec une approche recherche qui va donner un second souffle à ces professionnels. Ils vont pouvoir accéder à des chercheurs, des ouvrages, des articles scientifiques, etc.

Par ailleurs, nous allons coordonner un programme de formation des élus, en partenariat avec l'UGA, pour lequel nous venons d'obtenir l'agrément du ministère. La première promotion est prévue pour la rentrée 2026. Nous proposerons aux élus une formation au long cours pour former notamment les élus municipaux, et ce alors que se profilent les élections municipales ; cette formation pourra s'appuyer sur une validation des acquis de l'expérience et permettra d'obtenir le diplôme de Sciences Po Grenoble - UGA.

Et au-delà de ce domaine formation/recherche, quels sont les autres grands axes de votre projet ?

Ma deuxième priorité est à la fois liée :

- au fait que Sciences Po Grenoble a vécu des tensions, notamment internes, pénibles et fondées sur des procès parfois injustes ;
- et à ma propre réflexion en tant que chercheur sur les questions de démocratie, étendues à l'enjeu de la démocratie au travail.

Cette deuxième priorité vise ainsi à restaurer la confiance en démocratisant nos manières de décider en interne. L'idée est d'essayer d'avoir des discussions de grande qualité et très plurielles, avant de prendre des décisions dans l'établissement.

Il s'agit donc d'abonder en amont nos instances (commission scientifique, conseil des études et de la vie étudiante, conseil d'administration) de propositions issues d'un travail délibératif, avec une pluralité de points de vue. L'idée est d'innover pour sortir d'un schéma pyramidal, très hiérarchique.

Dans cet esprit, lors de ma candidature pour la direction de Sciences Po Grenoble :

- j'avais adressé un questionnaire en interne demandant ce qu'il faudrait changer dans l'établissement, ce qu'il faudrait améliorer, obtenant plus de 60 réponses parmi les personnels.
- puis j'avais organisé trois journées de discussions qui avaient réuni plus de 70 participantes et participants.

Ces échanges ont fait intervenir des spécialistes de la facilitation démocratique pour distribuer la parole de façon égalitaire et intégrer la pluralité des points de vue dans le projet. C'est de là qu'a surgi l'idée de la réforme pédagogique.

Et depuis votre prise de fonctions, qu'avez-vous engagé pour « restaurer la confiance » ?

Dès mon arrivée à la direction, j'ai créé un directoire de l'IEP de Grenoble qui est une instance assez large regroupant :

- toutes les directions administratives,
- et les directions politiques formées par les enseignants-chercheurs qui participent à l'équipe de direction académique.

Au total, ce directoire rassemble près d'une vingtaine de personnes qui discutent ensemble, toutes les deux semaines pendant trois heures, de sujets liés à la politique générale de l'établissement.

Dans ce directoire, nous invitons aussi des étudiants, notamment leurs délégués, et des personnels, en fonction des sujets traités. Il s'agit de faire participer aussi les personnes les plus proches du sujet, quelle que soit leur place dans la hiérarchie. Cela permet de voir les problèmes concrets et de faire circuler l'information pour que les décisions soient mieux comprises et acceptées.

Bien sûr, tous les projets de décisions suivent ensuite le processus de décision institutionnel et en premier lieu, le vote des délibérations par le conseil d'administration, présidé par Jean-Luc Nevache, et c'est très bien comme cela.

Par ailleurs, j'aimerais mettre en place des consultations référendaires sur certains sujets permettant de faire voter la totalité de la communauté à la fois étudiante et des personnels. Vous l'aurez compris, pour moi la démocratie universitaire est un enjeu important. Or force est de constater qu'elle n'est pas toujours très vive ; en outre, un certain nombre de réformes mises en place mènent à ce qu'elle soit plus difficile à faire vivre, parce que les chefs d'établissement ont un pouvoir accru.

Au final, je vois mon rôle de directeur comme quelqu'un qui a co-construit des propositions et qui les mettra en œuvre avec le souci d'y associer les usagers et les personnels qu'il représente, afin de faciliter la vie de l'établissement.

Appliquerez-vous ce nouveau processus délibératoire pour décider de la nature de la réforme pédagogique que vous souhaitez mettre en œuvre ?

Oui, les contours de notre projet de réforme pédagogique passeront par ce processus délibératoire. Nous avons déjà des rencontres régulières avec les étudiants et les personnels sur ce sujet.

Nous allons aussi diffuser un questionnaire auprès des étudiants et organiser un séminaire les 01 et 02/07/2025 auquel seront aussi conviés les personnels administratifs, d'enseignement et de recherche.

Ce sera aussi l'occasion de renouer le lien et la confiance entre ces deux catégories de personnels qui sont un peu chacun dans leur coin. Une partie des tensions que nous avons vécues étaient d'ailleurs liées à une mauvaise communication, ce que le Covid a encore aggravé.

N'y a-t-il pas un risque d'immobilisme avec votre méthode prônant avant tout le dialogue et les délibérations devant inclure un grand nombre de personnes ?

C'est l'accusation classique à l'encontre de la démocratie. Or je ne crois pas du tout qu'un système soit plus efficace quand il n'y a qu'un chef qui décide. Notre équipe de direction est, au contraire, un lieu de confrontation d'idées où l'on cherche à mettre en place une décision collégiale.

Et parfois, le statu quo, ne pas décider, est la meilleure solution, plutôt que prendre une décision conflictuelle qui cristallise des oppositions bruyantes, capables par exemple de bloquer l'IEP pendant plusieurs semaines. Evidemment, même une méthode ouverte peut échouer à éviter ces conflits, mais il me paraît fondamental d'essayer.

Que vise plus précisément cette réforme pédagogique à venir ?



Déplacer l'année à l'étranger »

Son premier objectif est de rendre les étudiants un peu plus autonomes, avec un peu plus de travail personnel pour faire évoluer le ratio entre travail personnel et présence en cours.

Le deuxième objectif est de donner une structuration plus logique au premier cycle. En effet, aujourd'hui, tous nos étudiants partent à l'étranger en 2^e année, ce qui pose plusieurs problèmes relatifs à la continuité pédagogique, aux liens qui se tissent entre les promos, ou encore au niveau de langue nécessaire pour l'année d'études à l'étranger. Voilà pourquoi nous voudrions déplacer cette année à l'étranger sur la troisième année, dès la rentrée 2026.

L'autre dimension importante de notre réforme pédagogique est de renforcer l'acquisition des méthodes en sciences sociales. Dans un contexte où la science et la réflexion scientifique sont attaquées de toutes parts, nous faisons le pari que la méthode scientifique est la manière d'aborder les problèmes politiques, historiques, sociaux et culturels, fondée sur des règles permettant une science réfutable et reproductible, qui est la plus à même de créer un espace public démocratique.

Où en est le sujet de la diversité à Sciences Po Grenoble ?

Dès 2020, Sciences Po Grenoble a réformé son concours d'entrée pour qu'il soit plus ouvert socialement, notamment grâce à Parcoursup.

En effet, grâce à un algorithme fondé sur les écarts à la moyenne, nous avons pu accroître la diversité des lycées dont sont issus nos étudiants de première année, tout en maintenant notre exigence d'excellence : plus de 80 % de nos étudiants ont eu une mention très bien au bac.

Nous avons de plus en plus d'étudiants provenant de territoires ruraux et de quartiers populaires. C'est une fierté.

Quel regard portez-vous sur votre intégration à l'UGA ? Est-ce en concurrence avec votre appartenance au réseau des IEP ?

Notre IEP est en effet maintenant un établissement-composante de l'UGA, mais nous avons gardé notre personnalité morale et juridique, ce qui nous laisse beaucoup d'autonomie. Nous avons donc nos propres budgets, notre propre politique de ressources humaines, nous effectuons nos propres embauches, etc., ce qui est très important.

Cela n'empêche pas l'IEP de s'intégrer dans des politiques de l'UGA, telle la politique de transformation écologique de l'UGA à la construction de laquelle nous participons pleinement. Nous contribuons aussi à des réflexions collectives avec l'UGA et ses composantes pour mieux harmoniser les politiques RH (Ressources humaines) et patrimoine à l'échelle du site.

Au final, l'identité de Sciences Po Grenoble est double, avec :

- d'un côté, notre appartenance au réseau des IEP grâce auquel nous défendons et faisons fructifier la marque Sciences Po ;
- et de l'autre, notre appartenance très forte à l'UGA, au cœur du campus universitaire grenoblois, avec des programmes pédagogiques, des politiques et des projets de recherche communs.

En tant que directeur de Sciences Po Grenoble, j'observe que nous avons des échanges très quotidiens avec l'UGA pour faire avancer de nombreux projets communs ; cela prend du temps, mais cela nous permet d'améliorer nos process internes et de mener à bien des réformes que nous n'aurions pas faites si nous n'avions pas intégré l'UGA.

Votre projet pour Sciences Po Grenoble présente-t-il d'autres axes majeurs ?

Oui, le troisième axe de mon projet vise à accroître et améliorer la visibilité de Sciences Po Grenoble à l'échelle à la fois locale, nationale et internationale. Cet objectif est né des caricatures dont nous avons été victimes dans l'espace public alors que l'IEP de Grenoble est un lieu d'excellence et de pluralisme.

Je veux donc faire un effort de communication pour mettre en avant, par exemple, les partenariats de notre IEP avec les acteurs socio-économiques du territoire, mais aussi au niveau national. Ces partenariats existent déjà et vont mieux se structurer dans le *policy lab*, un projet qui a été initié par ma prédécesseuse, Sabine Saurugger. Cela passera aussi par la création d'événements fédérateurs et mobilisateurs qui suscitent de l'attention positive de la part du public et montrent que nous sommes l'école de la démocratie en actes.

Le 20/03/2025, nous avons par exemple convié François Hollande qui a donné une conférence sur le thème de « L'Europe et la France face au désordre international » ; elle a été suivie par un public nombreux parmi lesquels des étudiants, des personnes extérieures, etc. Il y avait même des élèves du lycée « Les Trois Sources » de Bourg les Valence dans la Drôme, dans le cadre de notre programme d'ouverture sociale qui existe depuis déjà 15 ans et que nous souhaitons renforcer.

Nous allons aussi créer une newsletter à destination de notre communauté interne tous les mois et une newsletter externe, tous les trois mois, à destination de nos partenaires, des alumni, des collectivités et des élus.

Comment souhaitez vous intégrer les transitions ?

Un quatrième axe crucial est la transition écologique sur laquelle je veux que l'on soit exemplaires. À ce propos, à la rentrée 2025, nous allons organiser un « Ma Terrathon », un concept de jeu sérieux (*serious game*) qui a été développé dans les labos de sciences physiques et naturelles à Grenoble et ailleurs, notamment autour de Labo 1.5.

« Un Ma Terrathon, à la rentrée 2025 »

Lors de ce Ma Terrathon, auquel participeront tous les étudiants de 3^e année, ainsi que les enseignants et personnels administratifs de notre établissement, les participants se verront distribuer des rôles de membres de l'IEP (enseignants, étudiants, personnels) et des jetons correspondant à l'empreinte carbone des différentes activités sources d'émissions de gaz à effet de serre de Sciences Po Grenoble.

Ils devront alors négocier entre eux les activités sur lesquels chacun accepte de réduire ses émissions : voyages en avion, alimentation, nombre d'événements, chauffage, etc. L'enjeu est d'en ressortir avec des engagements de réduction des GES (Gaz à effet de serre) par les participants qui aideront au pilotage de la transformation écologique lors du mandat. Cette expérimentation grandeur nature produira aussi des données pour la recherche.

À noter que les mobilités internationales de nos étudiants contribuent aujourd'hui à près d'un tiers des émissions de gaz à effet de serre totales de Sciences Po Grenoble. Il va falloir qu'on réduise les distances et qu'encre plus d'étudiants voyagent en Europe et en train. En tant que directeur, j'ai décidé de montrer l'exemple et de ne pas prendre l'avion au cours de mon mandat.

Comment se portent les finances de Sciences Po Grenoble ?

« Nous subissons le contexte de contraction budgétaire de l'Etat dont nos ressources dépendent beaucoup. Notre subvention de l'Etat a diminué de 4 % entre 2024 et 2025. Nos étudiants ont néanmoins récupéré les bourses à la mobilité internationale que la région Aura (Auvergne Rhône-Alpes) avait supprimées suite à l'affaire des affiches, avec un montant de 287 k€ qui correspond au montant alloué aux étudiants de Sciences Po Lyon.

Cela étant, je ne suis pas inquiet. Notre trésorerie est saine, grâce à une politique de redressement budgétaire mise en place depuis une quinzaine d'années maintenant.

« Subvention en baisse de 4 % »

Aujourd'hui, l'IEP se situe donc davantage dans une logique d'investissements, sachant que nous manquons de place, surtout au premier semestre ; plusieurs projets sont à l'étude : agrandissement du bâtiment de Sciences Po Grenoble, acquisition d'autres bâtiments en ville... Je trouverais intéressant que l'IEP contribue à la rénovation écologique de bâtiments publics, ce qui permettrait d'ailleurs d'accéder à des financements européens.

Par ailleurs, et c'est une chance, les IEP pratiquent des frais d'inscription au prorata des revenus des parents ; même si nous avons 39 % de boursiers, nous avons aussi des étudiants dont les parents peuvent payer le montant maximum de 6 300 € par an. Cela constitue une manne non négligeable qui permet de financer nos activités. Et si jamais les choses tournent mal, je vois le montant des frais d'inscription des plus riches comme un levier pour accroître nos ressources. Dans un contexte d'augmentation des inégalités de revenus et de patrimoine, 6 300 € ce n'est pas si élevé que ça pour des familles fortunées.

Enfin, les appels à projets de recherche et pédagogiques constituent un autre levier pour accroître nos ressources financières en candidatant à différents guichets ([ERC \(European Research Council\)](#), [ANR \(Agence nationale de la recherche\)](#), etc.). Encore faut-il pouvoir dépenser ces budgets ; notre plafond d'emplois est limité. Résultat : nous sommes obligés d'embaucher essentiellement des CDD ou d'externaliser certains postes, comme ma prédécesseuse avait dû le faire pour le ménage. En outre, nous peinons parfois à recruter car, il faut être honnête, même si les emplois sont intéressants, les salaires que nous proposons peinent à être assez attractifs.

Sciences Po Grenoble devait officiellement inaugurer son Policy Lab en janvier, où en est le projet ?

Il n'a pas encore pu être inauguré car la livraison prend plus de temps que prévu, la salle devant être légèrement rénovée avant qu'on installe le mobilier. Mais cette inauguration aura lieu sur l'année 2025.

Le Policy Lab sera un lieu physique de construction partenariale, de prospective et de recherche au service de collectivités, d'entreprises et d'associations. Ce lieu est tout à fait en phase avec le troisième grand axe de mon projet qui vise à accroître et améliorer la visibilité de Sciences Po Grenoble à l'échelle locale, nationale et internationale.